

**Réponse de COLT Télécommunications France (COLT) à la consultation publique  
de l'Autorité de Régulation des Communications Electroniques et des Postes  
sur le déploiement et la mutualisation de la partie terminale des réseaux  
en fibre optique**

## **1 Introduction**

COLT remercie l'Autorité de lui avoir donné l'occasion de s'exprimer à l'occasion de la consultation sur le déploiement et la mutualisation de la partie terminale des réseaux en fibre optique.

## **2 Question 1: Les acteurs sont invités à apporter leurs commentaires sur les responsabilités qui incombent à l'opérateur d'immeuble, notamment pour les raccordements palier**

Le choix de mutualisation imposé par la loi (par opposition à une mutualisation résultant d'accords spontanés des opérateurs ou d'un règlement de litiges entre opérateurs) conduira à aligner la qualité du service de Très Haut Débit sur les performances de l'opérateur d'immeuble. Si celui-ci est lent à installer, à réparer, le client n'aura aucun choix. Compte tenu de la qualité de service très inégale constatée chez les opérateurs fixes résidentiels français, cette impossibilité de faire jouer la différenciation par la qualité paraît très dangereuse à COLT. Cela risque de frustrer le client (consommateur ou entreprise), de créer un ressentiment contre les opérateurs. On aura les aspects négatifs du monopole local, sans les avantages de l'unicité et de la qualité de l'opérateur historique.

COLT est très surpris de ne voir dans le rôle ainsi décrit de l'opérateur d'immeuble aucune référence à la tenue obligatoire par ce dernier d'un système d'information géographique, ni à la mise à jour de ce système avant toute intervention dans l'immeuble. En effet, si la règle est de mettre à jour un SIG après une intervention, cela implique des erreurs sur le terrain et des discordances entre le terrain et les informations contenues dans le SIG.

COLT demande que l'installation d'une fibre optique spécifique soit autorisée à un opérateur souhaitant raccorder en fibre optique un ou plusieurs locaux de l'immeuble dans lesquels est exercée une activité professionnelle requérant une architecture et / ou une qualité de service spécifique.

## **3 Question 2. Les acteurs sont invités à apporter leurs commentaires sur le fait que l'opérateur d'immeuble soit propriétaire de l'intégralité de la fibre déployée dans l'immeuble**

COLT réitère sa demande que cette propriété intégrale ne soit pas une obligation imposée dans le cas de la desserte des entreprises.

En tout état de cause, cette disposition ne saurait s'appliquer au câble de raccordement d'immeuble, reliant le câble principal dans le domaine public souterrain au point de raccordement situé dans l'immeuble.

- 4 Question 3. Considérez-vous que le boîtier de brassage doit être posé systématiquement par le premier opérateur, en particulier dans le cas du multifibre ou qu'il peut n'être installé qu'à la demande d'un opérateur tiers (si oui, dans quelles conditions) ?**

La pose d'un boîtier de brassage postérieurement à la pose du câble optique causera une coupure dans le service. Le choix de sa localisation peut poser problème s'il n'est pas prévu dès le départ. A minima, l'emplacement du boîtier de brassage doit être prévu s'il n'est pas posé ab initio.

- 5 Question 4. Quelle capacité doit prévoir in fine le boîtier de brassage ? Le dimensionnement du boîtier peut-il être modulaire, ou doit-on prévoir le nombre final d'opérateurs initialement ?**

Ceci dépend de la taille de l'immeuble et de la présence ou non d'entreprises dans l'immeuble. Il faut en tout état de cause prévoir un boîtier modulaire.

- 6 Question 5. Quels processus sont à prévoir pour l'arrivée initiale des câbles des opérateurs tiers au point de raccordement, lorsqu'il se situe en pied d'immeuble ? Quels sont les schémas de responsabilité à envisager entre opérateurs pour cette opération de raccordement, a priori unique ?**

Il faut prévoir une demande de l'opérateur subséquent qui veut raccorder l'immeuble à son réseau au gestionnaire de l'immeuble, et une réponse du gestionnaire de l'immeuble qui autorise la pénétration par le câble de l'opérateur subséquent, a minima jusqu'au boîtier de brassage. Il faut prévoir que l'opérateur subséquent branche ses fibres sur des emplacements numérotés du boîtier de brassage, de manière qu'il puisse renseigner son système d'information géographique sur le numéro d'emplacement physique où terminera chacune de ses fibres.

- 7 Question 6. Le schéma proposé pour les processus d'intervention dans les immeubles vous semble-t-il convenir ? Que pensez-vous de sa variante ? Les acteurs sont invités à proposer des modifications ou des précisions dans le schéma proposé.**

COLT est atterré par l'absence de référence au renseignement par chaque opérateur d'un système d'information géographique décrivant le passage de chaque câble et l'affectation de chaque fibre.

Il semble que l'Autorité prévoie de déployer les réseaux comme on le faisait trop souvent du temps du cuivre, c'est-à-dire sans plans numériques tenus à jour à tout moment au cours de la vie du réseau.

COLT rappelle qu'il a fait la démonstration à l'Autorité en 2006, à titre d'exemple, de son propre système d'information géographique et regrette que cet aspect essentiel de la qualité d'un réseau soit absent des discussions tenues depuis 2007 entre l'Autorité et les seuls opérateurs grand public, les opérateurs dédiés entreprise ayant été volontairement et

systématiquement tenus à l'écart des discussions multilatérales à ce sujet pendant un an et demie.

- 8 Question 7. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur cette analyse concernant la nécessité d'informations préalables à la mutualisation et en particulier sur la nature de l'information préalable permettant de garantir la concurrence dans les immeubles fibrés ? En particulier, le fichier Excel mentionné ci-dessous vous semble-t-il contenir les informations requises ? Sinon quelles informations devraient être ajoutées/supprimées ?**

COLT est effaré par le caractère rudimentaire du fichier Excel [recueil-infoconsult-ftth-mai08.xls]. Il faut un plan numérique intégral, à un format pivot commun à tous les opérateurs, représentant chaque voie et le détail des parties communes de chaque bâtiment, pour situer sans ambiguïté chaque câble, chaque boîtier et chaque prise.

- 9 Question 8. Quelles pourraient être les modalités de transmission de ces informations préalables, (fréquence, délais, format, etc.) ? Chaque opérateur doit-il tenir ces informations à disposition des opérateurs tiers, ou un organisme chargé de centraliser l'information et de l'exploiter sous la forme d'un serveur d'éligibilité vous paraît-il nécessaire ? Une partie de ces informations pourrait-elle selon vous servir de base à la constitution d'un serveur d'éligibilité pour le très haut débit, à destination des consommateurs ?**

L'opérateur qui loue une fibre à un autre doit pouvoir disposer d'un extrait du système d'information géographique décrivant le passage du câble et la référence de la fibre qu'il loue.

L'éligibilité doit se faire par interrogation en temps réel des serveurs d'éligibilité de chaque opérateur, et non par transmission par intervalles d'une information figée.

- 10 Question 9. Les acteurs sont invités à formuler leurs remarques sur le document de convention type annexé à la présente consultation (fichier [convention-type-consult-ftthmai08.pdf]).**

COLT est effaré par le degré de micro-dirigisme de la part de l'Autorité représenté par le principe même de cette convention-type. Il y a à apprendre de l'expérience. Il serait préférable de laisser les opérateurs s'entendre avec les gestionnaires d'immeubles, comme COLT l'a fait des milliers de fois sans aucun conflit depuis 1997.

- 10.1 Question 9.a. La dénomination des parties à la convention est-elle adéquate ? Quels seraient les éléments à modifier dans cette convention lorsque la partie cocontractante est une mono-propriété ? un bailleur social ?**

Il est aberrant de la part de l'Autorité de considérer qu'il faille laisser aussi peu de latitude aux acteurs pour s'écarter du schéma proposé lorsqu'il ne conviendra pas.

**10.2 Question 9.b. Le fait de prévoir des documents distincts de la présente convention pour décrire des conditions spécifiques et les conditions de fournitures d'éventuels services collectifs vous paraît-il pertinent ?**

Le point qui devrait être développé, c'est la documentation électronique du réseau sous un format standard.

**10.3 Question 9.c. Le délai mentionné pour le raccordement effectif à un réseau très haut débit vous semble-t-il raisonnable, et adapté ?**

Aujourd'hui, COLT propose, pour connecter un immeuble lorsque son réseau passe dans la rue, un délai indicatif de trois mois. COLT comprend que la convention proposée va porter ce délai à un an. Cette disposition va poser beaucoup de problèmes aux entreprises qui vont hésiter à s'installer dans des locaux où la fibre ne sera pas déjà posée. La transition vers le THD va donner lieu à une régression fantastique des délais dans lesquels les besoins des entreprises seront satisfaits.

**10.4 Question 9.d. Dans l'attente de l'adoption de la loi de modernisation de l'économie et des textes qui seront pris en son application, vous paraît-il pertinent d'inscrire un engagement de mutualisation dans la convention ? Cette définition de l'engagement de mutualisation vous semble-t-elle adaptée, en vue de garantir la concurrence des opérateurs de services au bénéfice des habitants de l'immeuble ?**

Cela paraît suffisant.

**10.5 Question 9.e. Les acteurs sont invités à faire d'éventuels commentaires sur la responsabilité de l'Opérateur d'immeuble vis-à-vis des opérations de raccordement initial des autres opérateurs, lorsque le point de raccordement est situé sur la propriété privée. Quelles sont d'autre part les contraintes liées au caractère « intuitu personae » de la convention ? Est-il nécessaire de le prévoir ?**

L'expérience de dix années de concurrence en matière de télécommunications fixes a montré que les opérateurs sont mortels, qu'un revers de fortune ou un changement d'actionnaire ou de stratégie peut bouleverser la qualité de service rendue par un opérateur. C'est pour ce type de raisons que l'on a besoin de clauses de type *intuitu personae*. Il faut prévoir la possibilité de remédier à la défaillance répétée ou prolongée d'un opérateur, par une sortie de l'obligation de mutualisation, notamment à la demande des clients (entreprises ou résidentiels) dans ce type de cas.

**10.6 Question 9.f. Les acteurs sont invités à réagir sur le schéma proposé pour l'installation des lignes et des prises dans les logements, notamment dans le cas où elle s'effectue de façon progressive dans le temps.**

Le bon sens commande d'investir au minimum lorsqu'on n'a pas de commande de la part d'un client. Un pari hasardeux sur un taux de pénétration est un moyen très sûr pour un opérateur de perdre sa mise ou de voir son retour sur investissement considérablement différé.

**10.7 Question 9.g. Le fait de laisser ou d'aménager un espace disponible pour le raccordement de tout opérateur au point de raccordement, en particulier lorsque celui-ci est situé dans la partie bâtie de la propriété privée vous semble-t-il raisonnable, afin de garantir l'ouverture effective des lignes installées à la concurrence dans le cadre de la mutualisation ?**

C'est effectivement une condition nécessaire dans le schéma imposé.

**10.8 Question 9.h. Les conditions générales d'exécution des travaux, notamment le principe d'un état des lieux avant et après travaux, sont-elles de nature à instaurer un climat de confiance entre l'Opérateur d'immeuble et la copropriété ? Ces conditions sont-elles raisonnables au regard des coûts correspondants ?**

Il est important de prévoir que l'opérateur soit en charge des raccords de peinture lorsqu'il pose une goulotte ou un câble visible dans les parties communes (hors caves et locaux techniques).

**10.9 Question 9.i. Cette définition du rôle de l'Opérateur d'immeuble vis-à-vis de la gestion et de la maintenance des équipements installés vous semble-t-elle adéquate ?**

L'obligation de mise à jour du plan de câblage numérique préalablement à chaque intervention (spécification des travaux à effectuer), son récollement après travaux (sous un délai d'une semaine) et la transmission des mises à jour aux opérateurs utilisateurs sont indispensables à la bonne tenue à jour du plan de câblage.

**10.10 Question 9.j. L'Opérateur d'immeuble s'engage à respecter les règles d'accès propres à la propriété privée. Ces conditions sont-elles suffisantes pour garantir une efficacité dans l'accès à l'immeuble pour les opérations nécessaires à l'installation, la gestion et la maintenance des lignes, notamment dans pour la clientèle professionnelle ?**

Les entreprises font appel à des opérateurs d'entreprises comme COLT pour disposer d'un niveau de qualité de service et de sécurité supérieur à celui proposé aux particuliers par les fournisseurs d'accès internet grand public :

Le délai de rétablissement de COLT est de 2 heures. D'après l'article 29, COLT, obligé d'utiliser les lignes d'un opérateur grand public dans un immeuble, ne pourrait pas satisfaire cette obligation. COLT serait soumis au bon vouloir du sous-traitant de l'opérateur grand public. Un sous-traitant non organisé pour cela à qui l'on demanderait de façon très exceptionnelle d'intervenir en une heure au lieu d'une journée soit refuserait de s'y engager, soit s'y engagerait en sachant ne pouvoir tenir cet engagement, soit demanderait un coût exorbitant pour cette exception à son service habituel.

Les directeurs généraux des quatre opérateurs (BT, COLT, Completel, Verizon) exclusivement dédiés aux entreprises ont saisi les rédacteurs du projet de loi avec la lettre jointe (P.J. n°1).

Les start-up internet, les gestionnaire de fonds ont un besoin critique de télécommunications fixes. Ils doivent pouvoir être servis dans les immeubles à usage mixte, comme c'est le cas fréquemment dans les centres de nos grandes villes.

***10.11 Question 9.k. Ce délai d'information aux autres opérateurs vous semble-t-il suffisant pour garantir la concurrence ?***

Un délai d'une semaine serait préférable.

***10.12 Question 9.l. Les acteurs sont invités à formuler d'éventuels commentaires sur les dispositions relatives à la responsabilité et aux assurances.***

Nous ne connaissons aucun opérateur qui accepte une clause de responsabilité indirecte. Quant aux clauses de responsabilité directe, elles ne sont acceptables que si elles sont plafonnées.

La responsabilité de l'opérateur d'immeuble vis-à-vis de la copropriété quant aux dégâts causés par l'opérateur qui viendrait se raccorder paraît de nature à compliquer les choses.

***10.13 Question 9.m. Existe-t-il des contraintes juridiques susceptibles d'encadrer la durée de la convention ? Quelle serait la durée minimale raisonnable pour que l'Opérateur d'immeuble puisse amortir l'installation des lignes ? Quelle doit être la propriété des infrastructures d'accueil et des équipements installés par l'Opérateur d'immeuble à l'issue de la convention ?***

Si le réseau est abandonné par l'opérateur d'immeuble, il doit être possible à un des opérateurs clients de l'opérateur d'immeuble d'en reprendre la charge.

Si le réseau est toujours en exploitation, il reste la propriété de l'opérateur d'immeuble.

***10.14 Question 9.n. Est-il raisonnable de laisser à l'Opérateur d'immeuble la charge de garantir la continuité du service lorsque la résiliation a eu lieu ? Si oui, dans quelles conditions ? Dans quels cas pourrait-il être libéré de cette obligation ?***

IL faut distinguer les cas d'abandon du réseau par l'opérateur d'immeuble défaillant des cas de continuité d'exploitation, qui ne devraient pas pouvoir donner lieu à résiliation.

***10.15 Question 9.o. La répartition entre les conditions générales précisées dans la convention et les conditions spécifiques arrêtées dans un document annexé est-elle satisfaisante ?***

Cette question sera vue à l'usage.

**11 Question 10. Les acteurs sont invités à se prononcer sur la logique du modèle ainsi que sur ses principaux paramètres :**

**11.1 - la caractérisation des zones desservies pour évaluer les hypothèses de mutualisation (densité de population, linéaire de voirie par habitant, nombre de foyers par immeuble)**

Pas de commentaire.

**11.2 - le nombre d'opérateurs susceptibles de se raccorder au point de mutualisation en PON et en point-à-point, ainsi que les consommations de génie civil et de câbles optiques correspondantes**

Rappelons que les Etats-Unis ont en général deux opérateurs de boucle locale fixe. Le niveau de concurrence imaginé pour la France paraît supérieur à ce qui devrait bientôt résulter de la concentration du secteur.

COLT s'étonne que personne n'évoque la possibilité de fournir le service universel sur la fibre optique et donc de désinstaller le réseau de cuivre, ce qui résoudrait le problème des capacités de génie civil.

**11.3 - les postes de coûts des équipements et opérations nécessaires au déploiement et à l'exploitation d'un réseau à très haut débit**

Pas de commentaire.

**11.4 - les revenus pouvant être dégagés sur le marché de détail ainsi que la vitesse de pénétration du très haut débit**

L'Autorité prévoit que :

- la pénétration combinée du haut débit et du très haut débit est de 50% en nombre de foyers lors de la construction du réseau.
- une augmentation annuelle de 4 points de pénétration est envisagée au cours des années suivantes, jusqu'à ce que la pénétration atteigne 100%.

Ces hypothèses paraissent très exagérément optimistes à COLT. Cela suppose que les opérateurs forcent la main à tous les clients haut débit pour basculer en très haut débit, et positionnent tous le très haut débit au même prix que le haut débit. COLT pense que la pénétration du très haut débit sera beaucoup plus progressive.

**12 Question 11. Quelles sont les contraintes liées à l'implantation d'un point de mutualisation en pied d'immeuble, en termes de caractéristiques techniques, d'installation, d'accès ?**

Dans l'immeuble, ce sont des contraintes d'accès. Hors de l'immeuble, ce sont des problématiques de construction de chambres ou d'armoires de rue.

- 13 Question 12. Quelles sont les caractéristiques minimales auxquelles doit satisfaire le point de mutualisation, lorsqu'il est situé en dehors de l'immeuble ? Quelles sont les contraintes inhérentes à la localisation de ce point (domaine privé/public, intérieur/extérieur, granularité dans le réseau) en termes de caractéristiques techniques, d'installation, d'accès ? Est-il possible de généraliser l'hébergement des points de brassage en chambre souterraine ?**

Oui il est possible de généraliser l'hébergement des points de brassage en chambre souterraine, mais à la condition de distinguer les chambres de tirage des chambres de brassage (ou d'épissurage).

- 14 Question 13. Quelles sont les contraintes opérationnelles liées à la mutualisation en pied d'immeuble, par rapport à une mutualisation plus en amont ? La mutualisation en pied d'immeuble génère-t-elle ou non de l'inefficacité dans la gestion du réseau ?**

La question est celle du terme de l'investissement. Un opérateur qui s'inscrit dans la durée ne doit pas avoir peur d'aller en pied d'immeuble, de préférence avec de la fibre point à point, recyclable selon les clients.

- 15 Question 14. Les acteurs sont invités à proposer les conditions d'accessibilité et les schémas d'intervention et de responsabilité des opérateurs pour les interventions au point de mutualisation, lorsqu'il est situé à un niveau intermédiaire, en dehors de l'immeuble.**

La meilleure solution reste une intervention jointe des deux opérateurs.

- 16 Question 15. Les acteurs sont invités à commenter les différents schémas, en s'intéressant particulièrement aux questions suivantes :**

- 16.1 - est-il nécessaire de définir a priori des zones de logements adressables attachés à un point de mutualisation ?**

Laissez les opérateurs s'entendre. Intervenez si vous êtes saisis d'un litige, mais pas avant.

- 16.2 - le cas échéant, sur quels critères pourrait se faire la détermination d'une telle zone (nombre de logements desservis, structure de l'habitat, topologie des réseaux de fourreaux etc.) ? qui pourrait être responsable de la détermination a priori de ces zones (l'opérateur qui a installé le point de mutualisation, l'ensemble des opérateurs, la collectivité, un organisme externe, etc.) ?**

Voir réponse à la question précédente.



**16.3 - quelles sont les obligations qui doivent porter sur les opérateurs suivant les scénarios ?**

Laissez faire les opérateurs. Attendez d'être saisis d'éventuels litiges. Vous aurez alors des faits concrets sur lesquels fonder vos décisions.

**16.4 - quel est l'impact de chacun de ces schémas sur l'utilisation du génie civil ?**

L'Autorité caricature l'effet d'une mutualisation spontanée, qui serait beaucoup plus efficace que ce qu'elle décrit dans le premier scénario.

**16.5 - quel schéma vous paraît le plus adapté pour garantir la concurrence ?**

Laissez faire les opérateurs. Attendez d'être saisis d'éventuels litiges. Vous aurez alors des faits concrets sur lesquels fonder vos décisions.

**17 Question 16. Les acteurs sont invités à expliciter et à quantifier les effets de la localisation du point de mutualisation sur l'économie des déploiements de la fibre. Ils peuvent s'appuyer sur l'outil de calcul présenté dans l'onglet [outil dimensionnement câble] du modèle Excel joint.**

Pas de commentaire.

---

P.J. N°1

Monsieur Emmanuel Gabla  
Chef du Services technologies  
et Société de l'Information  
Le Bervil - DGE 3/STSI  
12 rue Villiot  
75572 Paris Cedex 12

Paris, le 31 mars 2008

N. Réf : Lettre opérateurs entreprises à DGE 20080331

Objet : dispositions législatives pour le Très Haut Débit dans les immeubles

Monsieur,

Nous avons pris connaissance via l'AFORST des dernières évolutions des dispositions législatives envisagées pour faciliter le déploiement du Très Haut Débit par fibre optique dans les immeubles d'habitation.

Autant nous adhérons à cet objectif national qui s'inscrit dans la droite ligne de l'agenda de Lisbonne de l'Union Européenne, autant nous devons vous faire part de notre très vive inquiétude quant aux effets de bord qu'auraient ces dispositions sur la qualité des services de communication d'entreprise, quand ceux-ci supportent des applications critiques. Nous appelons critiques les applications dont l'interruption fait que les salariés de l'entreprise cessent de pouvoir travailler, que l'entreprise cesse d'honorer les engagements pris vis-à-vis de ses clients ou cesse de pouvoir en prendre de nouveaux.

Notre pays, et c'est heureux, se caractérise par une grande mixité du bâti : les immeubles haussmanniens de Paris ou ceux d'un gabarit comparable dans toutes les villes françaises hébergent de très nombreuses entreprises et non seulement des logements. C'est pourquoi les dispositions relevant de la réglementation des logements ne manqueraient pas d'avoir des répercussions importantes sur les entreprises.

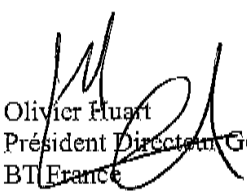
Les dispositions envisagées pour le Très Haut Débit par fibre optique dans les immeubles d'habitation visent à ce qu'il n'y ait qu'une seule installation de fibre optique par immeuble et que tous les opérateurs puissent y accéder. Il s'agit d'une part d'obliger le premier opérateur de donner accès à ses fibres aux opérateurs suivants, et d'autre part de contraindre les opérateurs suivants à faire usage des installations du premier.


La première obligation (pour un premier opérateur, de donner accès à ses fibres à un autre opérateur) nous paraît acceptable, car la mutualisation est bonne. En revanche, la seconde nous paraît très dangereuse, car elle condamne chaque immeuble à la qualité de service du premier opérateur ayant équipé l'immeuble. Or, les opérateurs ont des approches différentes en termes de qualité de service. Cette qualité peut être élevée ou faible, soit par stratégie, soit par contrainte financière, quand l'opérateur en question traverse une mauvaise passe ou une restructuration sévère.

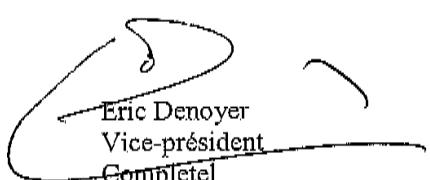
A titre d'exemple, certains opérateurs d'entreprise garantissent un rétablissement le jour ouvrable suivant, d'autres en quatre heures calendaires, d'autres enfin en deux heures calendaires. Pour ces deux derniers cas, le recours à la sous-traitance, qui plus est en cascade (passer par le sous-traitant d'immeuble de l'opérateur de l'immeuble), est impensable.

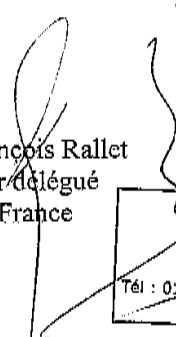
C'est pourquoi nous vous demandons que la nouvelle section II de l'article 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion soit complétée par le paragraphe suivant : *« Ces deux motifs ne peuvent cependant être opposés à un opérateur souhaitant raccorder en fibre optique un ou plusieurs locaux de l'immeuble dans lesquels est exercée une activité professionnelle requérant une architecture et / ou une qualité de service spécifique. »*.

En vous remerciant par avance de la particulière attention que vous porterez à notre demande, nous vous prions, Monsieur, d'agréer l'expression de notre considération distinguée.

  
Olivier Huart  
Président Directeur Général  
BT France

  
Michel Calmejane  
Directeur Général  
COLT Télécommunications France

  
Eric Denoyer  
Vice-président  
Comptel

  
Jean-François Rallet  
Directeur délégué  
Verizon France

VERIZON France  
Tour Franklin - la Défense 8  
100/101 terrasse Boieldieu  
92042 Paris la Défense Cedex  
Tél : 01 53 75 82 00 - Fax : 01 47 78 05 94  
RCS Nanterre 398 517 169

Copie : Monsieur Frank Supplisson (cabinet du Président de la République)  
Monsieur Yohann Leroy (cabinet du Premier Ministre)  
Monsieur Nicolas Touré (cabinet du MINEFE)